

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Suzanne Legault, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature



Date

2016-07-04

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lachute, qui comprend l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Lachute a comptabilisé au 31 décembre 2015 à l'état consolidé de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2015 et 2014 sont les suivantes :

	Surévaluation / (Sous-évaluation)	
	2015	2014
<i>État consolidé de la situation financière</i>		
Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 858 863	9 480 484
Dettes nettes et excédent accumulé	(7 858 863)	(9 480 484)
<i>État consolidé des résultats</i>		
Revenus - Transferts	(1 621 621)	(1 766 909)
Excédent de l'exercice (1)	(1 621 621)	(1 766 909)
Excédent accumulé au début de l'exercice	9 480 484	11 247 393
Excédent accumulé à la fin de l'exercice (1)	7 858 863	9 480 484

1) Excédent selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, sans impact sur l'excédent de fonctionnement aux fins fiscales.

Par ailleurs, la Ville de Lachute n'a pas respecté les dispositions de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux (RLRQ, chapitre S-37.01), entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la Ville de Lachute et autorisé par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée.

Ces éléments nous ont conduits à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice courant.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lachute inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Les états financiers consolidés de la Ville de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés, une opinion non modifiée en date du 13 août 2015.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n°A108263

DATE 2016-06-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	13 970 360	14 298 800	14 245 952				14 245 952
2 Compensations tenant lieu de taxes	1 159 247	1 019 800	997 848				997 848
3 Quotes-parts						1 048 926	
4 Transferts	564 161	523 800	557 040			108 806	665 846
5 Services rendus	1 628 454	1 672 500	1 690 040				1 012 315
6 Imposition de droits	628 216	534 400	655 746				655 746
7 Amendes et pénalités	311 009	328 400	378 458				378 458
8 Intérêts	296 137	187 900	227 021			34	227 055
9 Autres revenus	208 799	163 300	321 981				321 981
10	18 766 383	18 728 900	19 074 086			1 157 766	18 505 201
Investissement							
11 Taxes							
12 Quotes-parts							
13 Transferts	190 487	3 828 900	465 574			1 160	466 734
14 Autres revenus							
15 Contributions des promoteurs	1 002 872	2 640 000	174 078				174 078
16 Autres	143 079	220 800	33 280				33 280
17 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	12 056	55 500	2 894				2 894
18	1 348 494	6 745 200	675 826			1 160	676 986
19	20 114 877	25 474 100	19 749 912			1 158 926	19 182 187
Charges							
19 Administration générale	3 009 190	2 875 400	2 843 031		119 253	35 443	2 964 296
20 Sécurité publique	3 085 745	2 954 100	2 978 033		172 305		3 150 338
21 Transport	3 085 876	3 208 800	3 084 658		1 644 849		4 729 507
22 Hygiène du milieu	3 544 865	4 335 500	4 370 567		1 522 843	1 551 511	5 767 120
23 Santé et bien-être	124 457	70 000	103 611				103 611
24 Aménagement, urbanisme et développement	974 312	774 800	927 202		4 139		931 341
25 Loisirs et culture	2 782 143	2 872 100	2 706 632		330 164	2 053	3 023 430
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	1 059 596	1 100 200	945 704			147 177	1 092 881
28 Amortissement des immobilisations	3 769 758	3 663 500	3 793 553		3 793 553		
29	21 435 942	21 854 400	21 752 991			1 736 184	21 762 524
30	(1 321 065)	3 619 700	(2 003 079)			(577 258)	(2 580 337)
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
Excédent (déficit) de l'exercice				
Moins: revenus d'investissement	1 (1 321 065)	3 619 700	(2 003 079)	(577 258)
	2 (1 348 494)	6 745 200	675 826	1 160
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 (2 669 559)	(3 125 500)	(2 678 905)	(578 418)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4 3 769 758	3 663 500	3 793 553	696 882
Produit de cession	5 3 600		10 688	10 688
(Gain) perte sur cession	6 1 606		70 023	70 023
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8 3 774 964	3 663 500	3 874 264	696 882
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		145 078	145 078
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		145 078	145 078
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12	985 400	985 400	985 400
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14 98 879		40 535	40 535
	15 98 879	985 400	1 025 935	1 025 935
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 103 334	6 500	10 324	180 920
Remboursement de la dette à long terme	17 (2 553 210)	2 588 900	(2 645 676)	213 919
	18 (2 449 876)	(2 582 400)	(2 635 352)	(32 999)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (219 638)	25 000	(122 621)	72 928
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		283 635	283 635
Excédent de fonctionnement affecté	21 2 497 551	1 401 800	1 405 301	1 405 301
Réserves financières et fonds réservés	22 (272 730)	(312 800)	(329 880)	(329 880)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23 (3 961)	(5 000)	446 483	(5 699)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25 2 001 222	1 059 000	1 682 918	(78 627)
	26 3 425 189	3 125 500	4 092 843	585 256
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 755 630		1 413 938	6 838
				1 420 776

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 348 494		6 745 200		675 826	1 160	676 986
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(64 417)	(346 000)	(51 148)	(51 148)	(51 148)		(51 148)
Sécurité publique	3	(40 408)	(134 700)	(187 825)	(187 825)	(187 825)		(187 825)
Transport	4	(721 145)	(4 105 400)	(1 507 989)	(1 507 989)	(1 507 989)		(1 507 989)
Hygiène du milieu	5	(1 049 346)	(6 492 600)	(571 010)	(571 010)	(571 010)	74 291	(645 301)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(37 807)	(78 000)	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(186 496)	(968 600)	(121 648)	(121 648)	(121 648)	551	(122 199)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()	()
	10	(2 099 619)	(12 125 300)	(2 439 620)	(2 439 620)	(2 439 620)	74 842	(2 514 462)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	(5 000)	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Emission ou acquisition	12	(76 217)	()	(67 055)	(67 055)	(67 055)	()	(67 055)
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	885 885		1 492 900		1 492 900	18 360	1 511 260
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	219 638	25 000	122 621		122 621	72 928	195 549
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15							
Excédent de fonctionnement affecté	16			72 676		72 676		72 676
Réserves financières et fonds réservés	17	235 511		166 566		166 566		166 566
	18	455 149	25 000	361 863		361 863	72 928	434 791
	19	(834 802)	(12 105 300)	(651 912)		(651 912)	16 446	(635 466)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	513 692	(5 360 100)	23 914		23 914	17 606	41 520

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé 1
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 321 065)	3 619 700		(2 003 079)	(577 258)	(2 580 337)
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(2 099 619)	(12 125 300)		(2 439 620)	(74 842)	(2 514 462)
Produit de cession	3	3 600			10 688		10 688
Amortissement	4	3 769 758	3 663 500		3 793 553	696 882	4 490 435
(Gain) perte sur cession	5	1 606			70 023		70 023
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	1 675 345	(8 461 800)		1 434 644	622 040	2 056 684
Variation des propriétés destinées à la revente	8				145 077		145 077
Variation des stocks de fournitures	9	4 667			(55 381)		(55 381)
Variation des autres actifs non financiers	10	101 770			(115 590)	(25)	(115 615)
	11	106 437			(25 894)	(25)	(25 919)
	12	460 717	(4 842 100)		(594 329)	44 757	(549 572)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	460 717	(4 842 100)		(594 329)	44 757	(549 572)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(18 567 324)			(18 363 334)	(1 445 097)	(19 808 431)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(256 727)					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(18 824 051)			(18 363 334)	(1 445 097)	(19 808 431)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(18 363 334)			(18 957 663)	(1 400 340)	(20 358 003)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014		2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
1 Encaisse	1 290 792	4 047 656	103 937	4 151 593
2 Placements temporaires	650 000			
3 Débiteurs (note 5)	9 202 413	8 571 694	3 876 700	12 398 021
4 Prêts (note 6)	120 817	120 817		120 817
5 Placements de portefeuille (note 7)	2 601 400	247 047		247 047
6 Participations dans des entreprises municipales	6 443 682	5 461 206		5 461 206
7 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
8 Autres actifs financiers (note 9)				
9	20 309 104	18 448 420	3 980 637	22 378 684
PASSIFS				
10 Découvert bancaire				
11 Emprunts temporaires (note 10)	797 100	812 600		812 600
12 Créiteurs et charges à payer (note 11)	3 540 991	4 074 726	143 181	4 167 534
13 Revenus reportés (note 12)	151 468	216 512	21 378	237 890
14 Dette à long terme (note 13)	34 182 879	32 302 245	5 216 418	37 518 663
15 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
16	38 672 438	37 406 083	5 380 977	42 736 687
17	(18 363 334)	(18 957 663)	(1 400 340)	(20 358 003)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
18 Immobilisations (note 15)	73 482 857	72 048 216	9 886 601	81 934 817
19 Propriétés destinées à la revente (note 16)	562 864	417 787		417 787
20 Stocks de fournitures	276 534	331 915		331 915
21 Autres actifs non financiers (note 17)	109 681	225 266	864	226 130
22	74 431 936	73 023 184	9 887 465	82 910 649
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
23 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 024 792	1 313 770	20 592	1 334 362
24 Excédent de fonctionnement affecté	2 039 446	1 402 794		1 402 794
25 Réserves financières et fonds réservés	833 793	997 107		997 107
26 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(1 762 590)	(2 056 482)	(3 899)	(2 060 381)
27 Financement des investissements en cours	(292 632)	(268 725)	17 606	(251 119)
28 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	54 225 793	52 677 057	8 452 826	61 129 883
29 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
30	56 068 602	54 065 521	8 487 125	62 552 646

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 321 065)	(2 003 079)	(577 258)	(2 580 337)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 769 758	3 793 553	696 882	4 490 435
Autres					
- Gain (perte) sur cession immo	3	1 606	70 023		70 023
- Provision pour moins-value	4	98 879	40 535		40 535
	5	2 549 178	1 901 032	119 624	2 020 656
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 507 763	630 719	942 473	1 559 365
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(304 884)	533 735	(7 227)	540 335
Revenus reportés	9	(97 175)	65 044	(11 588)	53 456
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11		145 077		145 077
Stocks de fournitures	12	4 667	(55 381)		(55 381)
Autres actifs non financiers	13	101 770	(115 590)	(25)	(115 615)
	14	3 761 319	3 104 636	1 043 257	4 147 893
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	2 099 619) (	2 439 620) (	74 842) (	2 514 462)
Produit de cession	16	3 600	10 688		10 688
	17	(2 096 019)	(2 428 932)	(74 842)	(2 503 774)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	76 217) (	67 055) (	) (	67 055)
Remboursement ou cession	19		985 400		985 400
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	) (	)
Cession	21	76 050	2 377 950		2 377 950
Variation nette des placements temporaires	22	1 145 420	650 000		650 000
	23	1 145 253	3 946 295		3 946 295
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	1 020 400	1 514 100	462 240	1 976 340
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 341 292) (	3 382 976) (	1 332 129) (	4 715 105)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(311 900)	15 500	(84 735)	(69 235)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	50 568	(11 759)	13 840	2 081
Autres	28				
-	29				
	30	(2 582 224)	(1 865 135)	(940 784)	(2 805 919)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	31	228 329	2 756 864	27 631	2 784 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	32	1 062 463	1 290 792	76 306	1 367 098
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	33	1 290 792	4 047 656	103 937	4 151 593

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1 6 103 682	6 182 600	5 716 422	15 613	5 732 035
Charges sociales	2 1 195 136	1 330 700	1 195 244	2 426	1 197 670
Biens et services	3 6 500 557	6 802 900	7 378 589	874 086	7 574 950
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4 886 831	928 900	803 658	38 201	841 859
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 172 513	170 300	142 046	108 591	250 637
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8 252	1 000		385	385
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9 2 200 697	2 495 500	2 365 592		1 316 666
Autres	10 71 956	16 500	73 792		73 792
Autres organismes	11 253 275	230 000	212 313		212 313
Amortissement des immobilisations	12 3 769 758	3 663 500	3 793 553	696 882	4 490 435
Autres					
- Mauvaises créances	13 22 750	32 500	62 085		62 085
- Réclamations, dommages	14 36 918		(4 360)		(4 360)
- Rénovation Renov-Québec	15 221 617		14 057		14 057
	16 21 435 942	21 854 400	21 752 991	1 736 184	21 762 524

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget	Réalizations	
		2015	2015	2014
Revenus				
Taxes	1	14 298 800	14 245 952	13 970 360
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 019 800	997 848	1 159 247
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 475 640	1 132 580	916 835
Services rendus	5	933 360	1 012 315	1 018 847
Imposition de droits	6	534 400	655 746	628 216
Amendes et pénalités	7	328 400	378 458	311 009
Intérêts	8	187 990	227 055	297 363
Autres revenus	9	3 024 100	529 339	1 366 990
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10	55 500	2 894	12 056
	11	24 857 990	19 182 187	19 680 923
Charges				
Administration générale	12	2 979 869	2 964 296	3 110 958
Sécurité publique	13	3 115 000	3 150 338	3 249 802
Transport	14	4 800 300	4 729 507	4 730 060
Hygiène du milieu	15	5 378 980	5 767 120	4 699 086
Santé et bien-être	16	70 000	103 611	124 457
Aménagement, urbanisme et développement	17	778 900	931 341	978 451
Loisirs et culture	18	3 184 481	3 023 430	3 103 352
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 262 470	1 092 881	1 257 840
	21	21 570 000	21 762 524	21 254 006
Excédent (déficit) de l'exercice	22	3 287 990	(2 580 337)	(1 573 083)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		65 132 983	66 859 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(153 020)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		65 132 983	66 706 073
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		62 552 646	65 132 990

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 287 990	(2 580 337)	(1 573 083)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	12 425 300) (	2 514 462) (	2 515 906)
Produit de cession	3		10 688	3 600
Amortissement	4	4 078 850	4 490 435	4 347 435
(Gain) perte sur cession	5		70 023	1 606
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(8 346 450)	2 056 684	1 836 735
Variation des propriétés destinées à la revente	8		145 077	
Variation des stocks de fournitures	9		(55 381)	4 667
Variation des autres actifs non financiers	10		(115 615)	100 929
	11		(25 919)	105 596
	12	(5 058 460)	(549 572)	369 248
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 058 460)	(549 572)	369 248
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(19 808 431)	(20 024 662)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(153 017)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(19 808 431)	(20 177 679)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(20 358 003)	(19 808 431)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 151 593	1 367 098
Placements temporaires	2		650 000
Débiteurs (note 5)	3	12 398 021	13 957 386
Prêts (note 6)	4	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	5	247 047	2 601 400
Participations dans des entreprises municipales	6	5 461 206	6 443 682
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	22 378 684	25 140 383
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	812 600	881 835
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	4 167 534	3 627 199
Revenus reportés (note 12)	13	237 890	184 434
Dette à long terme (note 13)	14	37 518 663	40 255 346
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	42 736 687	44 948 814
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(20 358 003)	(19 808 431)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	81 934 817	83 991 501
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	417 787	562 864
Stocks de fournitures	20	331 915	276 534
Autres actifs non financiers (note 17)	21	226 130	110 522
	22	82 910 649	84 941 421
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	62 552 646	65 132 990

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 580 337)	(1 573 083)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 490 435	4 347 435
Autres			
- Perte sur cession	3	70 023	1 606
- Provision pour moins-value	4	40 535	202 589
	5	2 020 656	2 978 547
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 559 365	2 243 015
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	540 335	(291 916)
Revenus reportés	9	53 456	(86 425)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	145 077	
Stocks de fournitures	12	(55 381)	4 667
Autres actifs non financiers	13	(115 615)	100 930
	14	4 147 893	4 948 818
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 514 462)	(2 515 906)
Produit de cession	16	10 688	3 600
	17	(2 503 774)	(2 512 306)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(67 055)	(76 217)
Remboursement ou cession	19	985 400	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	2 377 950	76 050
Variation nette des placements temporaires	22	650 000	1 145 420
	23	3 946 295	1 145 253
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	1 976 340	1 229 595
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 715 105)	(4 159 279)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(69 235)	(381 029)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 081	37 643
Autres	28		
	29		
	30	(2 805 919)	(3 273 070)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	2 784 495	308 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	1 367 098	1 058 403
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	4 151 593	1 367 098

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL) - Consolidation ligne par ligne

Régie du Lac Beattie - Consolidation ligne par ligne

Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes - Valeur de consolidation

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans
Bâtiments : 40 ans
Véhicules : 3, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans
Ameublement de bureau : 10 ans
Équipement informatique et bureautique : 5 ans
Terrains : non amortis

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

- renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur des passifs éventuels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, une nouvelle norme comptable sur les passifs au titre des sites contaminés (SP 3260) du CCSP est entrée en vigueur. Cette norme définit essentiellement les activités susceptibles d'être visées par un passif environnemental ainsi que le moment et la façon d'évaluer ce passif.

La Ville a choisi d'appliquer la nouvelle norme de façon prospective de sorte qu'un passif de 450 000 \$ a été comptabilisé au 1er janvier 2015. Une charge équivalente de 450 000 \$ a également été constatée à l'état consolidé des résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 dans la charge d'hygiène du milieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	976 932	833 766
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	811 459	925 732
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	875	874
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	10 472 913	12 028 023
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	509 826	346 309
Organismes municipaux	8	50 961	14 024
Autres			
- Amendes et frais à recevoir	9	222 016	224 500
- Mutations et autres	10	329 971	417 924
	11	12 398 021	13 957 386
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	9 001 007	10 675 303
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	9 001 007	10 675 303
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	718 493	673 256
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	120 817	120 817
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	120 817	120 817
Note			
Ces prêts ne portent pas intérêt et viennent à échéance en 2021 et 2023.			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	247 047	223 450
Autres placements	23		2 377 950
	24	247 047	2 601 400

Note**Placements à titre d'investissement**

Placement en fidéicommis à titre de participation dans un fonds de garantie de franchise collective d'assurance, établi au nom du regroupement constitué des municipalités assurées, géré par l'UMQ. Les fonds sont investis dans le « Fonds de Marché Monétaire »

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2015**2014**

lequel est un fonds commun de placement dont « Trust Banque Nationale » en est le fiduciaire et « Gestion de portefeuille Natcan inc. » en est le gestionnaire de portefeuille. Ce fonds permet aux municipalités participantes de bénéficier d'une réduction de primes découlant du regroupement et de la franchise collective. Ce fonds est institué de manière à garantir à l'assureur le montant des indemnités qu'il paie advenant la réalisation des conditions prévues à la police d'assurance et ce jusqu'à concurrence du solde du compte de franchise collective pour l'année de référence.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	311 056	307 105
Autres régimes (REER et autres)	31	14 634	36 267
Régimes de retraite des élus municipaux	32	31 888	31 435
	33	<u>357 578</u>	<u>374 807</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Ville et ses organismes contrôlés disposent de facilités de crédit autorisées de 23 818 933\$ qui portent intérêts au taux préférentiel. Ces facilités de crédit dont 812 600 \$ sont utilisées au 31 décembre 2015, sont renouvelables annuellement.			
11. Créiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 445 066	1 536 637
Salaires et avantages sociaux	38	324 910	280 736
Dépôts et retenues de garantie	39	370 713	254 281
Provision pour contestations d'évaluation	40	10 590	7 210
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	450 000	
Autres			
- Organismes municipaux	43	87 883	143 640
- Gouvernement du Québec	44	15 279	4 639
- Intérêts courus à payer	45	185 435	217 233
- Vacances courues	46	443 467	419 552
- Autres	47	834 191	763 271
	48	<u>4 167 534</u>	<u>3 627 199</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	24 510	32 966
Autres			
- Redev. exploitation carrières	51	152 947	78 040
- Autres	52	60 433	73 428
	53	<u>237 890</u>	<u>184 434</u>
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015				2014			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,22	2016	2019	54	37 819 400		40 472 989
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58			
Organismes municipaux					59			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60			
Autres					61			85 176
					62	37 819 400		40 558 165
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(300 737)	(302 819)	
					64	37 518 663		40 255 346

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2016	65	73	4 231 208	81	90	98
2017	66	74	4 204 284	82	91	99
2018	67	75	4 220 168	83	92	100
2019	68	76	3 777 992	84	93	101
2020	69	77	3 133 464	85	94	102
2021 et +	70	78	18 252 284	86	95	103
	71	79	37 819 400	87	96	104
Intérêts et frais accessoires			88	()		105
	72	80	37 819 400	89	97	106
						37 819 400

Note

Les frais reportés liés à la dette à long terme correspondent aux frais d'émission des obligations qui sont comptabilisés à titre de dépenses reportées. Ils sont amortis sur la durée restante des obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(20 358 003)	(19 808 431)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(20 358 003)	(19 808 431)
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	35 675 950	139	324 815	166		193	36 000 765
Eaux usées	112	40 016 511	140	224 574	167		194	40 241 085
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	31 407 180	141	735 470	168	805 653	195	31 336 997
Autres	114	11 490 956	142	172 714	169	74 753	196	11 588 917
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	8 541 035	144	388 807	171		198	8 929 842
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	4 174 803	146	54 964	173		200	4 229 767
Ameublement et équipement de bureau	119	1 272 747	147	66 916	174		201	1 339 663
Machinerie, outillage et équipement divers	120	3 326 495	148	348 484	175		202	3 674 979
Terrains	121	3 366 313	149	12 206	176	37 807	203	3 340 712
Autres	122	6 768	150		177		204	6 768
	123	<u>139 278 758</u>	151	<u>2 328 950</u>	178	<u>918 213</u>	205	<u>140 689 495</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 610 058</u>	152	<u>185 512</u>	179	<u>660</u>	206	<u>1 794 910</u>
	125	<u>140 888 816</u>	153	<u>2 514 462</u>	180	<u>918 873</u>	207	<u>142 484 405</u>

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures								
Eau potable	126	14 186 821	154	902 534	181		208	15 089 355
Eaux usées	127	14 774 417	155	1 254 062	182		209	16 028 479
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	14 685 582	156	1 135 629	183	805 653	210	15 015 558
Autres	129	5 021 141	157	435 925	184	74 753	211	5 382 313
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	3 345 007	159	223 247	186		213	3 568 254
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	2 061 259	161	230 883	188		215	2 292 142
Ameublement et équipement de bureau	134	889 882	162	97 610	189		216	987 492
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 926 438	163	202 437	190	(42 244)	217	2 171 119
Autres	136	<u>6 768</u>	164	<u>8 108</u>	191		218	<u>14 876</u>
	137	<u>56 897 315</u>	165	<u>4 490 435</u>	192	<u>838 162</u>	219	<u>60 549 588</u>

VALEUR COMPTABLE NETTE

	138	<u>83 991 501</u>					220	<u>81 934 817</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222 (		) 225 (		) 227 (		) 229 (	
Valeur comptable nette	223						230	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	289 660	292 777
Autres	233	128 127	270 087
	234	417 787	562 864
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	417 787	562 864
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	135 001	42 398
Frais reportés			
- Équilibre rôle évaluation	238	91 129	68 124
-	239		
	240	226 130	110 522
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels et de déneigement s'élève à 723 125 \$ en 2016, 332 870 \$ en 2017, 216 545 \$ en 2018, 190 629 \$ en 2019 et 27 396 \$ en 2020.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

b) Auto-assurance

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

c) Poursuites

1- Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours d'un montant de 1 291 400 \$ et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Toutefois, une provision au montant de 69 517 \$ a été comptabilisée aux états financiers.

2- La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations de travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes. Aucune provision n'a été inscrite aux livres relativement à celles-ci.

d) Autres

Enquête en cours

En juin 2014, la Ville a mandaté une firme pour effectuer une enquête diligente concernant l'administration générale et l'éthique. À la date des états financiers, le rapport de cette firme n'est pas disponible. Cependant, la direction de la Ville est d'avis qu'il n'y aura pas d'impact sur la situation financière de la Ville au 31 décembre 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

22. Instruments financiers**Risques et concentrations**

La Ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2015.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la Ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	4 151 593	1 367 098
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		650 000
Ajouter			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
Déduire			
- Placements temporaires	248	()	(650 000)
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	4 151 593	1 367 098
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux			
de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de			
l'exercice			
	255		
Note			
La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de			
trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes			
fluctuent souvent entre le positif et le négatif.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264

Excédent (déficit) de l'exercice	265
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(	)
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273
Revenus reportés	274
Dettes à long terme	275
	276

Solde du Fonds local d'investissement	277
--	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	291

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	)
	298		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Placement dans une entreprise municipale

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est considérée comme une entreprise municipale donc un actif financier pour la Ville de Lachute compte tenu de son autonomie, de son orientation commerciale et de son autosuffisance financière.

La quote-part de la Ville de Lachute dans les dépenses d'immobilisations et d'exploitation nettes des revenus de toutes sources est fixée à 49,27 %, pour une période de 5 ans, en vertu de l'entente intermunicipale relative à la constitution de la Régie, modifiée le 4 avril 2006.

Situation financière et résultats d'exploitation

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Actifs financiers	15 298 856 \$	16 630 482 \$
Actifs non financiers	2 359 636 \$	2 465 605 \$
Passifs	6 693 959 \$	6 159 027 \$
Excédent (déficit) accumulé	10 964 533 \$	12 937 060 \$
Revenus	2 829 526 \$	5 310 844 \$
Charges	4 802 053 \$	5 286 375 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 972 527) \$	24 469 \$
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	210 002 \$	128 452 \$

Engagements contractuels

Le 27 avril 2006, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée en vertu duquel elle s'engage à fournir un espace d'enfouissement sanitaire de 10 715 000 mètres cubes pour une période correspondant à la durée de l'Entente intermunicipale, incluant toute période de renouvellement. Le contrat de services prévoit des quantités d'enfouissement maximales annuelles.

Le 1er septembre 2011, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée pour la gestion des activités de la Régie pour une durée de cinq ans renouvelable pour quatre périodes additionnelles de cinq ans. En vertu de ce contrat, la Régie s'engage à payer des frais de gestion représentant un coût unitaire de 9 \$ (indexé à chaque année en fonction de l'IPC) par tonne métrique de matières résiduelles enfouies sur les contrats résiduels.

Le 10 novembre 2006, la Régie a signé un bail pour la location de bureaux avec une municipalité membre. Le bail, d'une durée de 10 ans, vient à échéance le 16 novembre 2016.

Éventualités

Cautionnement et garantie

À la suite du contrat de service d'élimination des matières résiduelles signé le 27 juillet 2006, la Régie a consenti une garantie hypothécaire de premier rang au montant de 40 000 000 \$, grevant le site d'enfouissement.

La Régie s'est portée caution en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour un montant de 1 000 000 \$ relativement à l'exploitation du lieu d'enfouissement technique de Lachute, et ce, jusqu'au 19 juillet 2015.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Financement à long terme des activités de fonctionnement

Règlement numéro

Ville de Lachute

2015

2014

2012-732 PRQ - phase 9

(4 522) \$

2013-755 PRQ - phase 10

10 324 \$

107 856 \$

10 324 \$

103 334 \$

Organismes contrôlés

RAEUCL

2013-008 Enlèvement et disposition
des boues des étangs

180 920 \$

132 543 \$

191 244 \$

235 877 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 334 362	1 038 547
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 402 794	2 039 446
Réserves financières et fonds réservés	3	997 107	833 793
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 060 381) (	1 867 838)
Financement des investissements en cours	5	(251 119)	(292 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	61 129 883	63 381 674
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	62 552 646	65 132 990
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 313 770	1 038 547
Organismes contrôlés	10	20 592	
	11	1 334 362	1 038 547
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- À l'exercice suivant	12	741 300	1 341 000
- Développ. parcs industriels	13	465 320	515 421
- Prog. économie d'eau potable	14	78 111	68 551
- Engagements	15	47 355	38 295
- Dette ancien poste police	16	17 096	46 150
- Mandat d'évaluation	17	3 612	5 029
- Élections 2017	18	50 000	25 000
-	19		
-	20		
	21	1 402 794	2 039 446
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 402 794	2 039 446
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	955 738	809 585
Fonds parcs et terrains de jeux	34	25 396	24 208
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	15 973	
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	997 107	833 793
	46	997 107	833 793

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47 (	) (	)
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	10 581) (	15 049)
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 (	) (	)
Régimes non capitalisés	50 (	) (	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (	)
Autres	52 (	) (	)
Régimes non capitalisés	53 (	) (	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (	) (	)
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 (	450 000) (	)
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56 (	) (	)
Utilisation du fonds de roulement	57 (	) (	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	) (	)
Autres			
-	59 (	) (	)
-	60 (	) (	)
	61 (	460 581) (	15 049)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 (	) (	)
Autre financement	63 (	1 599 800) (	1 852 789)
	64 (	2 060 381) (	1 867 838)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	254 743	202 855
Investissements à financer	66 (	505 862) (	495 487)
	67	(251 119)	(292 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	81 934 817	83 991 501
Propriétés destinées à la revente	69	417 787	562 864
Prêts	70	120 817	120 817
Placements à titre d'investissement	71	247 047	223 450
Participations dans des entreprises municipales	72	5 461 206	6 443 682
	73	88 181 674	91 342 314
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	37 518 663	40 255 346
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	300 737	302 819
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (	9 001 007) (	10 675 303)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (	1 599 189) (	1 741 215)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (	) (	)
	79	27 219 204	28 141 647
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	(167 413)	(181 007)
	81	27 051 791	27 960 640
	82	61 129 883	63 381 674

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	() ()
Charge de l'exercice	60	() ()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	() ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	() ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Description des régimes et autres renseignements

subséquentement par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3 et 2012-643-4.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 4 % la première année d'admissibilité, ainsi que la deuxième et troisième année et de 7 % les années subséquentes.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

Du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2014 : 7,5 %
 Du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 : 8,0 %

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 311 056	307 105

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en mars 2001.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 5 740 \$ (5 403 \$ en 2014) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2015 s'établit à 19 608 \$ (13 868 \$ en 2014).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de 8 894 \$ (30 864 \$ en 2014) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2015 s'établit à 377 318 \$ (368 424 \$ en 2014)

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>14 634</u>	<u>36 267</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☒ Oui
 95 ☐ Non

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>8</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97	<u>8 118</u>	<u>8 118</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	27 359	27 239
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>4 529</u>	<u>4 196</u>
	100	<u>31 888</u>	<u>31 435</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dette à long terme	1	32 575 400
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	505 863
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	15 973
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	5 190 783
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	27 874 507
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 433 776
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	29 308 283
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 011 535
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	30 319 818
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	30 319 818
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 439 900	7 423 902	7 423 902	7 072 961
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 861 300	1 858 909	1 858 909	1 823 751
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 515 500	1 513 577	1 513 577	1 574 359
Activités de fonctionnement	6	1 086 800	1 085 491	1 085 491	1 123 465
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	11 903 500	11 881 879	11 881 879	11 594 536
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 303 400	1 270 979	1 270 979	1 285 099
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	899 300	896 244	896 244	891 733
Autres					
-Contrôle biol. des moustiques	14	140 800	140 931	140 931	139 127
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	51 800	55 919	55 919	60 118
Service de la dette	18				
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	2 395 300	2 364 073	2 364 073	2 376 077
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				(253)
	24				(253)
	25	2 395 300	2 364 073	2 364 073	2 375 824
	26	14 298 800	14 245 952	14 245 952	13 970 360

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
		2015	2015	2015	2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	104 900	105 986	105 986	104 979
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28	1 700	1 820	1 820	3 914
Taxes d'affaires	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
	31	106 600	107 806	107 806	108 893
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	321 400	308 934	308 934	387 238
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	511 700	502 660	502 660	585 865
	35	833 100	811 594	811 594	973 103
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	939 700	919 400	919 400	1 081 996
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	17 400	18 210	18 210	14 949
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42	200	145	145	290
Taxes d'affaires	43				
	44	17 600	18 355	18 355	15 239
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46	61 000	58 591	58 591	60 510
	47	61 000	58 591	58 591	60 510
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49	1 500	1 502	1 502	1 502
	50	1 500	1 502	1 502	1 502
	51	1 019 800	997 848	997 848	1 159 247

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52				
Sécurité publique					
Police	53				
Sécurité incendie	54	5 000	8 120	8 120	529
Sécurité civile	55		1 948	1 948	7 500
Autres	56				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	18 300	18 646	18 646	20 800
Enlèvement de la neige	58				
Autres	59				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60				
Transport adapté	61				
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	59 700	56 469	57 554	64 621
Réseau de distribution de l'eau potable	68	71 500	72 117	72 117	38 873
Traitement des eaux usées	69			32 577	46 921
Réseaux d'égout	70	142 700	111 050	185 978	132 563
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72	30 000	70 968	70 968	90 704
Tri et conditionnement	73				
Autres	74				
Autres	75				
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77				2 168
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79				
Sécurité du revenu	80				
Autres	81				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83	20 900	18 116	18 116	124 538
Promotion et développement économique	84				
Autres	85				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	20 800	19 151	19 367	23 822
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	52 400	61 100	61 100	52 400
Autres	88				
Réseau d'électricité	89				
	90	421 300	437 685	546 491	605 439

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96	823 300	75 000	75 000	81 018
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	259 800	277 357	277 357	(36 701)
Réseau de distribution de l'eau potable	107	557 200	42 917	42 917	(9 466)
Traitement des eaux usées	108				
Réseaux d'égout	109	2 188 600	70 300	70 300	92 689
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116				
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125			1 160	
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				62 947
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	3 828 900	465 574	466 734	190 487

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	100 000	119 355	118 277
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	2 500		2 632
	138	102 500	119 355	120 909
TOTAL DES TRANSFERTS	139	4 352 700	1 022 614	916 835

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2015	2015	2015	2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	118 300	122 474	124 752
Évaluation	141			
Autres	142	33 500	35 813	30 842
	143	151 800	158 287	155 594
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	12 000	12 186	13 437
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	12 000	12 186	13 437
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	4 300	4 303	4 269
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 300	4 303	4 269
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	37 300	48 771	36 604
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	456 300	508 813	100 787
Réseaux d'égout	158	323 100	275 335	13 019
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165	1 000	457	1 121
Autres	166			
	167	817 700	833 376	151 531
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174	10 700		15 054
	175	10 700		15 054
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	300 600	240 752	257 704
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	21 000	21 003	20 698
Autres	178	10 700	10 175	11 391
	179	332 300	271 930	289 793
Réseau d'électricité	180			
	181	1 328 800	1 280 082	629 678

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	87 900	67 317	67 317	69 959
Sécurité publique	183	22 100	23 841	23 841	14 317
Transport					
Réseau routier	184	11 700	22 164	22 164	10 109
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	51 500	114 296	114 296	79 919
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192		10 266	10 266	15 095
Loisirs et culture	193	170 500	172 074	172 074	199 770
Réseau d'électricité	194				
	195	343 700	409 958	409 958	389 169
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 672 500	1 690 040	1 012 315	1 018 847
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	84 400	73 873	73 873	103 517
Droits de mutation immobilière	198	450 000	581 873	581 873	524 699
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	534 400	655 746	655 746	628 216
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	328 400	378 458	378 458	311 009
INTÉRÊTS	203	187 900	227 021	227 055	297 363
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(70 023)	(70 023)	(1 606)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		194 660	194 660	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	2 640 000	185 833	185 833	1 002 872
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209	164 200	30 488	30 488	154 540
Autres contributions	210		99 257	99 257	
Autres	211	219 900	89 124	89 124	211 184
	212	3 024 100	529 339	529 339	1 366 990

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2015	2014
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	513 700	417 971		417 971	425 623
Application de la loi	2	251 300	216 639		216 639	216 639
Gestion financière et administrative	3	910 200	1 125 440	113 832	1 239 272	1 246 205
Greffé	4	472 600	389 582		389 582	410 440
Évaluation	5	247 000	180 505		180 505	180 505
Gestion du personnel	6	184 900	216 044		216 044	216 044
Autres	7	295 700	296 850	5 421	302 271	268 840
	8	2 875 400	2 843 031	119 253	2 962 284	2 964 296
						3 110 958
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 763 800	1 830 662		1 830 662	1 830 662
Sécurité incendie	10	934 800	938 184	172 305	1 110 489	1 110 489
Sécurité civile	11	106 700	70 658		70 658	70 658
Autres	12	148 800	138 529		138 529	138 529
	13	2 954 100	2 978 033	172 305	3 150 338	3 150 338
						3 249 802
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 474 300	1 558 110	1 401 344	2 959 454	2 959 454
Enlèvement de la neige	15	1 227 200	1 022 031	52 193	1 074 224	1 074 224
Éclairage des rues	16	164 700	164 870	83 907	248 777	248 777
Circulation et stationnement	17	112 200	99 363	21 091	120 454	120 454
Transport collectif						
Transport en commun	18	85 400	86 371		86 371	86 371
Transport aérien	19	145 000	153 913	52 998	206 911	206 911
Transport par eau	20					
Autres	21			33 316	33 316	33 316
	22	3 208 800	3 084 658	1 644 849	4 729 507	4 729 507
						4 730 060

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations 2015	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	788 000	671 425	363 229	1 034 654	1 038 774
Réseau de distribution de l'eau potable	24	335 700	327 582	534 814	862 396	830 624
Traitement des eaux usées	25	1 184 600	1 158 717	43 243	1 201 960	1 121 874
Réseaux d'égout	26	1 064 100	777 915	571 560	1 349 475	1 299 151
Matériaux résiduelles						1 347 031
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	265 700	260 238		260 238	240 888
Élimination	28	228 100	212 605	9 997	222 602	214 186
Matériaux recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	141 900	156 191		156 191	127 386
Tri et conditionnement	30	28 900	29 425		29 425	39 179
Matériaux organiques						
Collecte et transport	31	153 100	203 018		203 018	146 351
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	9 000	8 870		8 870	8 870
Autres	36		450 000		450 000	
Cours d'eau	37	10 700				
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	125 700	114 581		114 581	107 778
	40	4 335 500	4 370 567	1 522 843	5 893 410	5 767 120
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	70 000	89 044		89 044	93 710
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		14 567		14 567	30 747
	44	70 000	103 611		103 611	124 457
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	605 100	641 310	4 139	645 449	600 786
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	13 700	14 789		14 789	238 749
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	156 000	119 749		119 749	137 091
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		151 354		151 354	1 825
	52	774 800	927 202	4 139	931 341	978 451

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
	53	47 700	46 636	12 860	59 496	47 249
Centres communautaires					59 496	
Patinoires intérieures et extérieures	54	451 900	448 070	32 246	480 316	461 980
Piscines, plages et ports de plaisance	55	248 200	229 336	41 201	270 537	346 472
Parcs et terrains de jeux	56	965 200	1 035 225	217 202	1 252 427	1 257 854
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	10 700	9 315		9 315	9 329
Autres	59	187 900	44 737		44 737	44 968
	60	1 911 600	1 813 319	303 509	2 116 828	2 167 852
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	77 700	72 147		72 147	80 877
Bibliothèques	62	860 800	791 503	26 655	818 158	820 453
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	22 000	17 632		17 632	16 440
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		12 031		12 031	17 730
	66	960 500	893 313	26 655	919 968	935 500
	67	2 872 100	2 706 632	330 164	3 036 796	3 103 352
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	981 500	836 481		836 481	1 122 279
Autres frais	70	117 700	109 223		109 223	135 304
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 000			385	257
	73	1 100 200	945 704		945 704	1 257 840
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	3 663 500	3 793 553	(3 793 553)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
 Section II - Autres renseignements financiers	
 Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Lachute (ci-après la « Ville »). Ce taux le taux global de taxation réel a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F 2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse de prêter à un usage autre.

Autre point

Le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville a été audité par un autre auditeur, qui a exprimé une opinion non modifiée en date du 13 août 2015.

[Original signé par]

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n°A108263

DATE 2016-06-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	14 245 952
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	14 245 952

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	14 245 952
------------------	---	------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	14 245 952
----------------------	---	------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	11 010
--	---	--------

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 375 560
--	---	-----------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	55 919
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	2 442 489
--	---	--	----	-----------

**Revenus admissibles aux fins du calcul du
taux global de taxation réel**

	11	11 803 463
--	----	------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	1 097 524 900
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	1 102 595 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	1 100 059 950

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	11 803 463
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	1 100 059 950
Taux global de taxation réel de 2015	6	[1] , [0 7 3 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 438 200	61 632	61 632	309 820
Usines de traitement de l'eau potable	2	259 800	276 026	350 317	141 140
Usines et bassins d'épuration	3				1 523
Conduites d'égout	4	4 786 600	233 765	233 765	1 097 094
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 883 401	752 966	752 966	492 022
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8	55 404	146 242	146 242	41 438
Aires de stationnement	9	500 000	3 465	3 465	
Parcs et terrains de jeux	10	238 600		551	17 078
Autres infrastructures	11	181 595	22 455	22 455	28 455
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	316 000	362 181	362 181	23 399
Édifices communautaires et récréatifs	14	600 000	97 427	97 427	165 529
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	280 000	54 964	54 964	3 146
Ameublement et équipement de bureau	18	148 700	66 915	66 915	82 130
Machinerie, outillage et équipement divers	19	197 000	348 484	348 484	63 356
Terrains	20	240 000	13 098	13 098	11 969
Autres	21				37 807
	22	12 125 300	2 439 620	2 514 462	2 515 906

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	23		58 900	58 900	58 578
Usines de traitement de l'eau potable	24		276 026	350 317	141 140
Usines et bassins d'épuration	25				1 523
Conduites d'égout	26		143 366	143 366	651 499
Autres infrastructures	27				578 993
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
Conduites d'eau potable	28		2 732	2 732	251 242
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31		90 399	90 399	445 595
Autres infrastructures	32		925 128	925 679	
Autres immobilisations	33		943 069	943 069	387 336
	34		2 439 620	2 514 462	2 515 906

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	40 472 989	1 976 340	4 629 929	37 819 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	85 176		85 176	
	7	40 558 165	1 976 340	4 715 105	37 819 400
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	8 232 229	1 045 598	744 207	8 533 620
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	21 469 312	930 742	2 282 698	20 117 356
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	29 701 541	1 976 340	3 026 905	28 650 976
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 675 303		1 674 296	9 001 007
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	10 675 303		1 674 296	9 001 007
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	181 321		13 904	167 417
	21	10 856 624		1 688 200	9 168 424
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	10 856 624		1 688 200	9 168 424
	26	40 558 165	1 976 340	4 715 105	37 819 400
Dettes en cours de refinancement	27 ()				
Reclassement / Redressement	28				
	29	40 558 165	1 976 340	4 715 105	37 819 400

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2	236 000	173 223	173 223	152 527
Autres	3	347 000	330 626	300 927	362 742
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	52 800	52 750	52 750	37 252
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	22 600	22 545	22 545	2 431
Transport collectif	9	73 800			
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 000 400	478 964	(18 466)	
Matières résiduelles	12	212 300	228 988	228 988	229 730
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	8 400	495 973	(10 405)	
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	156 100	198 985	198 985	156 061
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	90 000	90 000	90 000	127 500
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	293 200	290 565	275 146	266 484
Activités culturelles	23	2 900	2 973	2 973	3 572
Réseau d'électricité	24				
	25	2 495 500	2 365 592	1 316 666	1 338 299

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1 21,00	37,50	1 575 564	325 077	1 900 641
Professionnels	2 2,00	3,00	16 713	1 344	18 057
Cols blancs	3 38,00	32,50	1 741 352	398 829	2 140 181
Cols bleus	4 41,00	40,00	1 714 479	386 409	2 100 888
Policiers	5				
Pompiers	6 28,00	3,00	480 339	45 253	525 592
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8 130,00		5 528 447	1 156 912	6 685 359
	9 7,00		188 932	38 505	227 437
	10 137,00		5 717 379	1 195 417	6 912 796

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12 56 469	196 369	80 988		333 826
Réseau de distribution de l'eau potable	13 72 117	30 385	12 532		115 034
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15 11 050	49 772	20 528		81 350
Autres	16 417 404	75 000			492 404
	17 557 040	351 526	114 048		1 022 614

ANALYSE DU CÔÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
	+		=		-		=					
Administration générale												
Application de la loi	1	216 639	27	53	216 639	79	122 474	105	94 165	131		
Évaluation	2	180 505	28	54	180 505	80		106	180 505	132		
Autres	3	2 445 887	29	55	2 565 140	81	82 701	107	2 482 439	133		14 648
	4	2 843 031	30	56	2 962 284	82	205 175	108	2 757 109	134		14 648
Sécurité publique												
Police	5	1 830 662	31	57	1 830 662	83	20 429	109	1 810 233	135		
Sécurité incendie	6	938 184	32	58	1 110 489	84	36 027	110	1 074 462	136		28 250
Sécurité civile	7	70 658	33	59	70 658	85		111	70 658	137		
Autres	8	138 529	34	60	138 529	86		112	138 529	138		
	9	2 978 033	35	61	3 150 338	87	56 456	113	3 093 882	139		28 250
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	1 558 110	36	62	2 959 454	88	26 467	114	2 932 987	140		279 237
Enlèvement de la neige	11	1 022 031	37	63	1 074 224	89		115	1 074 224	141		23 747
Autres	12	264 233	38	64	369 231	90		116	369 231	142		19 187
Transport collectif	13	240 284	39	65	293 282	91		117	293 282	143		174
Autres	14		40	66	33 316	92		118	33 316	144		
	15	3 084 658	41	67	4 729 507	93	26 467	119	4 703 040	145		322 345
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	671 425	42	68	1 034 654	94	48 771	120	985 883	146		147 986
Réseau de distribution de l'eau potable	17	327 582	43	69	862 396	95	42 807	121	819 589	147		119 376
Traitement des eaux usées	18	1 158 717	44	70	1 201 960	96	580 302	122	621 658	148		1 119
Réseaux d'égout	19	777 915	45	71	1 349 475	97	275 335	123	1 074 140	149		120 338
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	472 843	46	72	482 840	98		124	482 840	150		
Matières recyclables	21	388 634	47	73	388 634	99		125	388 634	151		
Autres	22	458 870	48	74	458 870	100		126	458 870	152		
Cours d'eau	23		49	75		101		127		153		22
Protection de l'environnement	24		50	76		102	457	128	(457)	154		
Autres	25	114 581	51	77	114 581	103		129	114 581	155		
	26	4 370 567	52	78	5 893 410	104	947 672	130	4 945 738	156		388 841

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité								
	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations	Charges		Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=		-	=			
Santé et bien-être								
Logement social	157	89 044	172	187	89 044	202	217	232
Sécurité du revenu	159		173	188		203	218	233
Autres	159	14 567	174	189	14 567	204	219	234
								117
	160	103 611	175	190	103 611	205	220	235
								117
Aménagement, urbanisme et développement								
Aménagement, urbanisme et zonage	161	641 310	176	191	645 449	206	221	236
Rénovation urbaine	162	14 789	177	192	14 789	207	222	237
Promotion et développement économique	163	119 749	178	193	119 749	208	223	238
Autres	164	151 354	179	194	151 354	209	224	239
	165	927 202	180	195	931 341	210	225	240
								88 446
Loisirs et culture								
Activités récréatives	166	1 813 319	181	196	2 116 828	211	226	241
Activités culturelles								
Bibliothèques	167	791 503	182	197	818 158	212	227	242
Autres	168	101 810	183	198	101 810	213	228	243
	169	2 706 632	184	199	3 036 796	214	229	244
								103 057
	170		185	200		215	230	245
Réseau d'électricité								
	171	17 013 734	186	201	20 807 287	216	231	246
								945 704

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	957	
Charges sociales	2	173	
Biens et services	3	2 416 638	2 075 259
Frais de financement	4	21 852	24 360
Autres	5		
	6	2 439 620	2 099 619

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 024 792	1 701 067
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 024 792	1 701 067
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 413 938	755 630
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(283 635)	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(841 325)	(1 431 905)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	288 978	(676 275)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 313 770	1 024 792
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 039 446	3 105 092
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 039 446	3 105 092
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 405 301)	(2 497 551)
Activités d'investissement	17	(72 676)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	841 325	1 431 905
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(636 652)	(1 065 646)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 402 794	2 039 446
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	833 793	787 324
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	833 793	787 324
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	329 880	272 730
Activités d'investissement	27	(166 566)	(235 511)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		9 250
	30	163 314	46 469
Solde à la fin de l'exercice	31	997 107	833 793

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 762 590)	(1 140 478)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (675 300)	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 762 590)	(1 815 778)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 (450 000)	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 (450 000)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (10 324)	(103 334)
	48 (460 324)	(103 334)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 3 517	3 961
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50 162 915	152 561
	51 166 432	156 522
Solde à la fin de l'exercice	52 (2 056 482)	(1 762 590)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (292 632)	(797 074)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54 (7)	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (292 639)	(797 074)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 23 914	513 692
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	(9 250)
	60 23 914	504 442
Solde à la fin de l'exercice	61 (268 725)	(292 632)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 54 225 793	53 990 466
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	418 573
Solde redressé au début de l'exercice	64 54 225 793	54 409 039
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (1 548 736)	(183 246)
Solde à la fin de l'exercice	68 52 677 057	54 225 793

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	2 650 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	2 650 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	2 650 000

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 (	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	15 973 12 (	13	14
	15	16	17	18	15 973 19 (	20	21
							15 973

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales**

		Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1	, \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 4 5 5 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 5 1 0 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 6 0 2 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	1 , 9 1 4 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	0 , 4 5 5 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 4 5 5 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	1 7 0 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 0 0 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	50,0000	4	
Contrôle biologique des insectes	20,0000	7	par unité de logement
Ecocentre	25,0000	7	par unité de logement
Dette générale sauf propriétés annexées	,0490	1	
Dette- secteur urbain	,1120	1	
Dette- secteur semi-urbain	,0650	1	
Égout	,0430	1	
Assainissement des eaux	,0830	1	
Eau compteur (de 227m ³ à 11 358 m ³)	,3830	7	du mètre cube (m ³)
Eau compteur (de 11 358m ³ à 22 717 m ³)	,4402	7	du mètre cube (m ³)
Eau compteur (excédent de 22 717 m ³)	,4952	7	du mètre cube (m ³)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☐	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17		83 664 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22 ☐

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23	24 ☒	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25	26	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27	28 ☒	29
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30	31 ☒	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32	33 ☒	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 380 rue Principale
(no) (rue)
Lachute J8H 1Y2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Suzanne Legault

Téléphone (450) 562-3781
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1431
(ind. rég.) (numéro)

Courriel slegault@ville.lachute.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 2540 boul. Daniel-Johnson, Bureau 210
(no) (rue)
Laval H7T 2S3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-3500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 382-4984
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jotremblay@deloitte.ca

Responsable du dossier Joëlle Tremblay

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

**RICHELLE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Suzanne Legault , atteste que le rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2016-07-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Lachute .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lachute consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Lachute détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (2 580 337) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,0730 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-21 16:25:07

Date de transmission au Ministère : 2016/07/05

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Lachute

Affaires municipales
et Occupation
du territoire

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	18 766 383	18 728 900	19 074 086	1 157 766	18 505 201
Investissement	2	1 348 494	6 745 200	675 826	1 160	676 986
	3	20 114 877	25 474 100	19 749 912	1 158 926	19 182 187
Charges	4	21 435 942	21 854 400	21 752 991	1 736 184	21 762 524
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(1 321 065)	3 619 700	(2 003 079)	(577 258)	(2 580 337)
Moins : revenus d'investissement	6	(1 348 494)	(6 745 200)	(675 826)	(1 160)	(676 986)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(2 669 559)	(3 125 500)	(2 678 905)	(578 418)	(3 257 323)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	3 769 758	3 663 500	3 793 553	696 882	4 490 435
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	103 334	6 500	10 324	180 920	191 244
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 553 210)	(2 588 900)	(2 645 676)	(213 919)	(2 859 595)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(219 638)	(25 000)	(122 621)	(72 928)	(195 549)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 220 860	1 084 000	1 805 539	(5 699)	1 799 840
Autres éléments de conciliation	13	104 085	985 400	1 251 724		1 251 724
	14	3 425 189	3 125 500	4 092 843	585 256	4 678 099
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	755 630		1 413 938	6 838	1 420 776

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	9 202 413	8 571 694	12 398 021
Autres	2	11 106 691	9 876 726	11 182 997
	3	20 309 104	18 448 420	22 378 684
Passifs				
Dette à long terme	4	34 182 879	32 302 245	37 518 663
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	4 489 559	5 103 838	4 693 468
	7	38 672 438	37 406 083	42 736 687
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(18 363 334)	(18 957 663)	(20 358 003)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	73 482 857	72 048 216	81 934 817
Autres	10	949 079	974 968	975 832
	11	74 431 936	73 023 184	82 910 649
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 024 792	1 313 770	1 334 362
Excédent de fonctionnement affecté	13	2 039 446	1 402 794	1 402 794
Réserves financières et fonds réservés	14	833 793	997 107	997 107
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	1 762 590) (	2 056 482) (	2 060 381) (
Financement des investissements en cours	16	(292 632)	(268 725)	(251 119)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	54 225 793	52 677 057	61 129 883
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	56 068 602	54 065 521	62 552 646

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- À l'exercice suivant	20	741 300	1 341 000
- Développ. parcs industriels	21	465 320	515 421
- Prog. économie d'eau potable	22	78 111	68 551
- Engagements	23	47 355	38 295
- Dette ancien poste police	24	17 096	46 150
- Mandat d'évaluation	25	3 612	5 029
- Élections 2017	26	50 000	25 000
-	27		
-	28		
	29	1 402 794	2 039 446
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	30		
	31	1 402 794	2 039 446
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	997 107	833 793
	34	2 399 901	2 873 239

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	13 970 360	14 298 800	14 245 952	14 245 952
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 159 247	1 019 800	997 848	997 848
Quotes-parts	3				
Transferts	4	564 161	523 800	557 040	665 846
Services rendus	5	1 628 454	1 672 500	1 690 040	1 012 315
Autres	6	1 444 161	1 214 000	1 583 206	1 583 240
	7	18 766 383	18 728 900	19 074 086	18 505 201
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	190 487	3 828 900	465 574	466 734
Autres	11	1 158 007	2 916 300	210 252	210 252
	12	1 348 494	6 745 200	675 826	676 986
	13	20 114 877	25 474 100	19 749 912	19 182 187

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
1 Évaluation	247 000	180 505		180 505	180 505	164 531
2 Autres	2 628 400	2 662 526	119 253	2 781 779	2 783 791	2 946 427
Sécurité publique						
3 Police	1 763 800	1 830 662		1 830 662	1 830 662	1 908 272
4 Sécurité incendie	934 800	938 184	172 305	1 110 489	1 110 489	1 113 324
5 Autres	255 500	209 187		209 187	209 187	228 206
Transport						
6 Réseau routier	2 978 400	2 844 374	1 558 535	4 402 909	4 402 909	4 444 278
7 Transport collectif	230 400	240 284	52 998	293 282	293 282	252 466
8 Autres			33 316	33 316	33 316	33 316
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	3 372 400	2 935 639	1 512 846	4 448 485	4 322 195	3 823 318
10 Matières résiduelles	826 700	1 320 347	9 997	1 330 344	1 330 344	767 990
11 Autres	136 400	114 581		114 581	114 581	107 778
12 Santé et bien-être	70 000	103 611		103 611	103 611	124 457
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	605 100	641 310	4 139	645 449	645 449	600 786
Promotion et développement économique						
14 Promotion et développement économique	156 000	119 749		119 749	119 749	137 091
15 Autres	13 700	166 143		166 143	166 143	240 574
Loisirs et culture						
16 Loisirs et culture	2 872 100	2 706 632	330 164	3 036 796	3 023 430	3 103 352
Réseau d'électricité						
17 Réseau d'électricité	1 100 200	945 704		945 704	1 092 881	1 257 840
Frais de financement						
18 Frais de financement	3 663 500	3 793 553	(3 793 553)			
Amortissement des immobilisations						
19 Amortissement des immobilisations	21 854 400	21 752 991		21 752 991	21 762 524	21 254 006
20						

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3